

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles, le 5 juillet 2023

« Des leaders religieux du monde entier s'unissent dans un appel urgent en faveur d'une Directive européenne forte sur le devoir de vigilance »

Dans un puissant élan de solidarité, plus de 160 responsables religieux du monde entier, hommes et femmes de diverses confessions, se sont rassemblés dans une déclaration commune exhortant les législateurs de l'Union européenne à adopter un cadre juridique solide pour tenir les entreprises responsables de dommages causés à l'environnement et de violations des droits de l'homme. La déclaration, publiée par la CIDSE, famille internationale d'organisations catholiques œuvrant pour la justice sociale, souligne le besoin urgent d'une économie mondiale durable et juste, en insistant sur le rôle crucial que le projet de Directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de développement durable peut jouer dans la sauvegarde des droits humains et de la planète. Ce n'est pas la première fois que des dignitaires religieux se prononcent en faveur de lois contraignantes visant à prévenir les abus des entreprises et à y remédier. En 2020, [plus de 230 évêques catholiques avaient déjà appelé à l'adoption d'une législation analogue](#).

Dans [cette déclaration](#), les dirigeants religieux appellent à une législation européenne forte, alignée sur les normes internationales et couvrant un large éventail de droits humains et d'impacts environnementaux tout au long de la chaîne de valeur des entreprises. Parmi les demandes formulées, une place cruciale est accordée à la responsabilité civile. Pour ces leaders religieux, « lorsque des entreprises causent ou contribuent à des dommages, les victimes ne devraient pas avoir à supporter la charge de la preuve ». Ils exhortent le Parlement européen, le Conseil et la Commission à accorder une attention particulière aux peuples autochtones, aux femmes et aux défenseurs des droits humains et de l'environnement, qui sont les plus touchés par les abus des entreprises.

*« Je suis convaincu que nous devons non seulement protéger les peuples autochtones et autres populations des abus des entreprises, mais aussi toutes les créatures, en particulier au vu de l'augmentation rapide de la perte de biodiversité. »,* déclare Kees Nieuwerth, Quaker, ancien Président du Conseil des églises des Pays-Bas. Et d'ajouter : *« Même ici, aux Pays-Bas, les communautés - non seulement humaines, mais aussi végétales et animales - sont menacées par la pollution continue de l'environnement naturel par les grandes entreprises. »*

Les leaders religieux des pays du Sud sont souvent proches des communautés qui subissent de plein fouet les effets dévastateurs des activités des entreprises, en particulier lorsque de grands projets miniers ou agro-industriels violent leurs droits.

L'un d'entre eux est Dom Vicente Ferreira, évêque de Bahia (Brésil) et précédemment évêque auxiliaire de Belo Horizonte. Lorsqu'en 2019, un barrage certifié sans danger par une entreprise européenne s'est effondré à Brumadinho, tuant 270 personnes et causant des dommages environnementaux durables, Mgr. Ferreira et sa communauté étaient prêts à aider les victimes.

*« Il s'agit d'un appel pour protéger les personnes et la planète, en vivant notre foi en relation avec l'ensemble de la création de Dieu. Nous devons faire entendre les voix des communautés et les amener à la table des décideurs »,* déclare Sr. Maamalifar M. Poreku, Co-Secrétaire exécutive de la Commission JPIC (Justice, Paix et Intégrité de la Création) USG et UISG qui se souvient des paroles d'un paysan

d'Apurimac au Pérou exprimant le sentiment de beaucoup de celles et ceux confrontés à l'impunité des entreprises : Devons-nous mourir pour que notre pays ait de l'argent ? Et d'ajouter : « *Des individus doivent-ils mourir pour que les entreprises puissent gagner de l'argent sans penser à la planète et aux personnes ?* »

La Directive sur le devoir de vigilance en matière de développement durable des entreprises fait actuellement l'objet de négociations en trilogie, qui devraient s'achever d'ici la fin de l'année. Les communautés religieuses attendent beaucoup des décideurs européens :

« *Notre terre en Afrique est menacée tous les jours par les activités des entreprises, souvent liées à des compagnies situées dans des régions du monde plus riches. L'Union européenne doit assumer ses responsabilités et adopter une législation forte.* » déclare Mgr. Stephen Dami Mamza, Evêque de Yola (Nigeria) et Président de la Commission Justice, Paix et Développement du SCEAM.

« *Cette puissante déclaration ne peut être ignorée par les décideurs. Les groupes religieux se joignent aux dizaines de milliers de citoyens, de groupes de la société civile et de syndicats qui réclament une Directive forte* », déclare Josianne Gauthier, secrétaire générale de la CIDSE. « *Nous sommes une seule famille humaine, tous interconnectés et faisant partie intégrante de la Création ; il est essentiel de reconnaître ce fait pour construire un système économique durable. Ensemble, nous pouvons faire la différence et changer l'économie mondiale pour le meilleur* » conclut-elle.

FIN

---

#### NOTES À L'ATTENTION DES RÉDACTRICES ET DES RÉDACTEURS

La déclaration des dirigeants religieux est disponible en [EN](#) / [ES](#) / [FR](#) / [DE](#).

Un dossier de presse est disponible avec des informations supplémentaires en [EN](#) / [ES](#) / [FR](#).

#### À propos de la CIDSE

La CIDSE est une famille internationale d'organisations catholiques œuvrant pour la justice sociale. Avec nos partenaires et alliés du monde entier, nous nous employons à promouvoir la justice en mobilisant le pouvoir de la solidarité mondiale afin de parvenir à un changement transformationnel en faveur des peuples et de la planète. Nous dénonçons les injustices systémiques et leurs impacts destructeurs et soutenons des alternatives environnementales et sociales justes pour permettre à toutes et à tous de s'épanouir dans notre maison commune. Toute l'action de la CIDSE s'inspire de la doctrine sociale de l'Église et des valeurs de l'Évangile. [www.cidse.org](http://www.cidse.org)

Membres de la CIDSE: Broederlijk Delen (Belgique), CAFOD (Angleterre et Pays de Galles), CCFD-Terre Solidaire (France), Cordaid (Pays-Bas), Développement & Paix (Canada), Entraide et Fraternité (Belgique), eRko (Slovaquie), Fastenaktion (Suisse), FEC (Portugal), FOCSIV (Italie), Partage Lu (Luxembourg), KOO (Autriche), Manos Unidas (Espagne), Maryknoll Office for Global Concerns (USA), MISEREOR (Allemagne), SCIAF (Écosse), Trócaire (Irlande), Vastenactie (Pays-Bas).

#### CONTACTS :

- Giorgio Gotra, CIDSE Communications Manager, [gotra\(at\)cidse.org](mailto:gotra(at)cidse.org)
- Giuseppe Cioffo, CIDSE Corporate Regulation Officer, [cioffo\(at\)cidse.org](mailto:cioffo(at)cidse.org)